



COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 08 JUIN 2022

Ouverture de la séance : 20h05

Etaient présents : Arnaud SAVOIE, Stéphane PITOUT, Gérard MAGNET, Anne-Sophie DEVAUX, Aurélien BERRETTONI, Laurence CHIRAT, Marie-Pierre DUPRÉ LA TOUR, Étienne FLEURY, Sylviane LAFONT, Nicolas TRICCA, Isabelle BRAILLON, David ZÉRATHE, Véronique AVENAS, Nicolas SAVOY, Mélanie BRENIER, Daniel ABAD, Bernard CHATAIN, Catherine CERRO, Sylvie BROYER, Marie-France PILLOT, Mélanie TRAVIER, Monique TALEB, Brice DEVIF.

Membres absents ayant donné pouvoir : Magalie BACLE donne pouvoir à Stéphane PITOUT, Malo TRICCA donne pouvoir à Mélanie BRENIER, Marie-Claude PHILIPPE donne pouvoir à Arnaud SAVOIE.

Membre absent excusé : Frédéric LOGEZ

Mesdames Sylvie BROYER et Marie-France PILLOT ne prennent pas part au vote de la deuxième délibération.

Secrétaire : Sylviane LAFONT

Le compte-rendu de la séance du Conseil Municipal du 20 avril 2022 est approuvé à l'unanimité.



COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES EN VERTU DE L'ARTICLE L2122-22 DU CGCT

DECISION N°07/2022 DU 22 AVRIL 2022 : Attribution du lot n°1 du marché de travaux pour l'aménagement de 3 classes et d'une salle d'activité au R+1 de la nouvelle cuisine centrale et restaurant scolaire

DECISION N°08/2022 DU 22 AVRIL 2022 : Attribution du lot n°2 du marché de travaux pour l'aménagement de 3 classes et d'une salle d'activité au R+1 de la nouvelle cuisine centrale et restaurant scolaire

DECISION N°09/2022 DU 22 AVRIL 2022 : Attribution du lot n°3 du marché de travaux pour l'aménagement de 3 classes et d'une salle d'activité au R+1 de la nouvelle cuisine centrale et restaurant scolaire

DECISION N°10/2022 DU 22 AVRIL 2022 : Attribution du lot n°4 du marché de travaux pour l'aménagement de 3 classes et d'une salle d'activité au R+1 de la nouvelle cuisine centrale et restaurant scolaire

DECISION N°11/2022 DU 22 AVRIL 2022 : Attribution du lot n°5 du marché de travaux pour l'aménagement de 3 classes et d'une salle d'activité au R+1 de la nouvelle cuisine centrale et restaurant scolaire

DECISION N°12/2022 DU 22 AVRIL 2022 : Attribution du lot n°6 du marché de travaux pour l'aménagement de 3 classes et d'une salle d'activité au R+1 de la nouvelle cuisine centrale et restaurant scolaire

DECISION N°13/2022 DU 22 AVRIL 2022 : Attribution du lot n°7 du marché de travaux pour l'aménagement de 3 classes et d'une salle d'activité au R+1 de la nouvelle cuisine centrale et restaurant scolaire



OBJET : ATTRIBUTION DU FORFAIT COMMUNAL 2022 A L'OGECE DE L'ECOLE PRIVEE SAINT-JULIEN

Madame Mélanie BRENIER, 8ème adjointe au Maire, rappelle que la Commune est tenue de participer aux frais de fonctionnement de l'école privée Saint-Julien par le biais d'une convention.

Elle expose qu'à la demande de l'école Saint Julien, qui s'est fait accompagner par l'UNIOGEC, la commune a souhaité faire évoluer son système de calcul du forfait communal attribué à l'école privée ; trois critères de calcul ont été revus pour rapprocher encore les dépenses scolaires de la réalité :

- Révision du taux d'occupation des locaux par les temps scolaires et périscolaires
- Révision du temps consacré par les ATSEM aux temps scolaires
- Affectation de charges administratives.

La révision de ces critères a vocation à définir une méthodologie de calcul du forfait communal pérenne.

Le travail réalisé sur le calcul du coût par élève a permis de relever le fait qu'il sera nécessaire d'investir dans les écoles avec un réaménagement des bâtiments, notamment en élémentaire.

Concernant la participation 2022 (pour l'année scolaire 2021-2022) les montants par élève à retenir sont les suivants :

- maternelle : 1 394,74 €,
- élémentaire : 297,99 €.

Compte tenu des effectifs communiqués et en retenant uniquement les enfants résidant sur la commune, le montant est ainsi évalué :

- maternelle : 1 394,74 € x 37 élèves soit 51 605,39 €,
- élémentaire : 297,99 € x 59 élèves soit 17 581,43 €.

Soit un total de 69 186,82 €.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **DECIDE** qu'au titre de 2022, la participation de la Commune aux frais de fonctionnement de l'école privée Saint-Julien est fixée à 69 186,82 €.
- **DIT** que les crédits sont inscrits au compte 6558 fonction 213 du Budget Primitif 2022.

OBJET : ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Nicolas TRICCA, Conseiller municipal délégué, présente au Conseil municipal les propositions 2022 de la commission compétente en matière d'aide aux associations.

Nicolas Tricca rappelle le mode de calcul des subventions pour les activités courantes des associations qui avait été voté en 2020.

Des échanges ont lieu quant à la pertinence de ne calculer les montants de subventions que sur la base des adhérents jarréziens aux associations, ce qui peut amener à des montants bas pour certaines associations. Nicolas Tricca expose que pour le basket en particulier, une entente a pu être montée entre le club de Soucieu-en-Jarrest et celui de Grézieu la Varenne. Ce type d'accord permet de développer et d'assurer la pérennité de l'activité. David Zéathe réplique que suite au Covid-19 et avant cette entente, le club de basket était proche de jeter l'éponge. On peut avoir bon espoir que cette nouvelle organisation permettra de faire augmenter le nombre d'adhérents jarréziens. Nicolas Tricca explique que la commune travaille avec l'association de basket pour lui apporter un appui basé sur d'autres critères que le critère financier, en termes de communication.

Nicolas Savoy indique que la subvention à l'association des jardins familiaux a bien été prise en compte en commission, quand bien même elle n'apparaît pas dans la présente délibération.

Gérard Magnet souligne que le montant de la subvention calculé pour l'école de musique est particulier car la stricte application ne permettrait pas à l'association de perdurer.

Nicolas Tricca précise que les actions sociales, environnementales et communales sont valorisées par l'octroi possible de 10% de subvention supplémentaire.

Considérant la Délibération 2020-12-17/12 en date du 17 décembre 2020 concernant le nouveau mode de calcul pour l'attribution des subventions aux associations, il est proposé au Conseil municipal de se prononcer sur l'attribution des subventions suivantes :

La M.J.C.	22 900 €
L'Association Sportive Soucieu Basket (ASSB)	410 €
L'Association Sportive Soucieu Football (ASSF)	3 430 €
L'école de musique « César Geoffray »	17 000 €
Le Tennis club	2 496 €
Le Contoir	112 €
L'association Denier Amicale Laïque	3 600 €
L'association « Bibliothèque Jarrézienne »	500 €
TOTAL	50 448 €

Pour l'école de musique « César Geoffray », il est décidé de proposer une subvention de 17 000 €. En effet, le calcul suivant le barème mis en place ne leur permet pas de fonctionner ; le coût des cours particuliers entraîne, pour la survie de l'association, une répercussion sur les subventions.

Pour l'association « Bibliothèque Jarrézienne », une subvention de 500 €, correspondants aux frais de transports des bénévoles qui effectuent des formations, est proposée.

Mesdames Sylvie BROYER et Marie-France PILLOT ne prennent pas part au vote.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, à l'exception de Mesdames Sylvie BROYER et Marie-France PILLOT, impliquées dans une de ces associations.

• **DECIDE d'attribuer aux associations susmentionnées au titre de l'année 2022, les subventions correspondantes**

Gérard MAGNET expose les grandes lignes de la fête de la musique du 18 juin : création de 3 guinguettes et concert à l'église. Treize groupes se produiront de 16h à 23h avec pour centre de la fête, la place de la Flette.

OBJET : REVERSEMENT SAINTELYON VTT 2021

Nicolas TRICCA, Conseiller municipal délégué, expose :

Dans le cadre de l'organisation de la SaintéLyon Course, une convention avec les organisateurs de cette manifestation a été mise en place en 2017 : la commune a proposé une participation au titre de l'occupation de la salle des sports « Jean Garin ». Jusqu'alors, l'organisateur de cette manifestation, versait à la commune une somme de 5 000 € représentant l'utilisation de cet espace ainsi que la consommation des fluides s'y rapportant.

Les organisateurs ont versé une participation à hauteur de 300 € pour les bénévoles signaleurs de la mairie. Cette somme sera redistribuée l'année prochaine aux associations qui, elles, ont été directement payées par l'organisateur de la SaintéLyon Course.

En ce qui concerne la SaintéLyon VTT, l'organisateur a versé à la commune un montant de 585€ correspondant aux divers bénévoles des associations de la commune. Il a été décidé par décision du Maire n° 14-2016 que cette somme de 585 € serait répartie équitablement en fonction du nombre de participants par association.

En ce sens, il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur l'attribution des subventions suivantes :

- Badminton	35.00 €
- Le Cyclo Club Jarézien	120.00 €
- Le Jarreston	390.00 €
- Conseil des Parents d'Elèves.....	40.00 €
TOTAL.....	585.00 €.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

• **DECIDE d'attribuer aux associations susmentionnées au titre de leur contribution à l'organisation de l'édition 2021 de la SaintéLyon les subventions correspondantes.**

OBJET : ADHESION A UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR L'ACHAT D'ELECTRICITE ET DE SERVICES ASSOCIES ET AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES ET/OU ACCORDS-CADRES ET MARCHES SUBSEQUENTS

Monsieur le Maire expose :

Conformément au Code de l'Energie, les tarifs réglementés de vente d'électricité sont supprimés depuis le 1^{er} janvier 2016, pour les sites ex tarifs « Jaunes » et « Verts » dont la puissance souscrite est supérieure à 36 kVA.

Depuis, la loi Energie Climat adoptée et publiée au Journal Officiel du 9 novembre 2019 conformément à la directive européenne du 5 juin 2019 sur les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, organise la fin des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) d'électricité pour les consommateurs finaux non domestiques, Tarifs Réglementés de Vente (TRV) d'électricité pour les consommateurs finaux non domestiques, tarifs correspondants aux contrats de fourniture d'électricité d'une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA.

En conséquence, au 1^{er} janvier 2021, seuls les clients domestiques et les clients non domestiques employant moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires, les recettes ou le total de leur dernier bilan annuel n'excédant pas 2 millions d'euros, seront encore éligibles aux TRV.

Dans ce contexte, la constitution d'un groupement de commandes coordonné par le SYDER est envisagée pour l'achat d'électricité. Ce groupement est à même d'apporter aux pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices, une réponse à ces nouvelles dispositions réglementaires en leur permettant de se mettre en conformité avec la loi, tout en optimisant leur procédure de mise en concurrence.

Le groupement sera ouvert aux communes et Etablissement Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) du périmètre du SYDER. Le groupement couvre l'ensemble des contrats des établissements publics, y compris ceux qui ne sont pas soumis à une obligation de mise en concurrence dans le cadre des TRV.

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L2113-6 à L2113-8,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés ci-joint en annexe,

Le coordonnateur du groupement sera le Syndicat Départemental d'Energies du Rhône (SYDER). Il sera chargé d'organiser, dans le respect du droit des Marchés Publics, l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs prestataires afin de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement.

Le coordonnateur est également chargé de signer et de notifier les accords-cadres ou les marchés qu'il conclut ; chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de leur bonne exécution.

En outre, le coordonnateur est chargé de conclure les avenants aux accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

Le Commission d'appel d'Offre du groupement sera celle du coordonnateur du groupement, le SYDER.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :

- **ACCEPTE** les termes du projet de convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés, annexé à la présente délibération.
- **AUTORISE** l'adhésion de la commune au groupement de commandes à intervenir ayant pour objet l'achat d'électricité et de services associés,
- **AUTORISE** le Maire, à signer la convention de groupement et toutes autres pièces nécessaires
- **AUTORISE** le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commande pour le compte de la commune.

OBJET : ADHESION A UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS

Monsieur Stéphane PITOUT, 1^{er} adjoint au Maire, en charge de l'urbanisme, de la voirie, des bâtiments et de l'ITS expose :

La compétence voirie a été transférée à la COPAMO. Cependant, certains travaux d'entretien et d'amélioration restent à la charge des communes membres. Les petits travaux de voirie/réseaux intègrent par exemple des reprises de tranchées, de bordure, des réfections de tapis, des aménagements d'espaces publics, etc. Chaque collectivité du territoire est responsable de l'entretien courant de ses voies communales ainsi que leur suivi.

Afin de respecter l'obligation légale de mise en concurrence, une réflexion a été menée et a confirmé l'intérêt d'un groupement de commandes pour la réalisation de ces travaux de voirie entre la communauté de communes et ses communes membres qui le souhaitent.

La COPAMO propose la mise en œuvre de cette modalité d'achat à ses membres qui le souhaitent.

Dans ce cadre, une convention est proposée aux membres du conseil municipal. Cette convention est conclue pour la durée du marché qui sera conclu (d'une durée d'un an ferme à compter de sa notification renouvelable annuellement dans la limite d'une durée maximale de quatre ans). Elle identifie la COPAMO comme coordonnateur de ce groupement avec pour mission principale de mutualiser la passation d'un marché, l'attribution, la signature, la notification et la reconduction éventuelle pour le compte des membres du groupement.

La commission désignée sera celle du coordonnateur du groupement et sera présidée par son représentant selon les dispositions de l'article L.141-3 du CGCT.

Chaque membre du groupement demeurera responsable de l'exécution du marché.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** le projet de convention de groupement de commandes entre la Communauté de Communes du Pays Mornantais et ses communes membres volontaires
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager l'ensemble des mesures administratives et comptables s'y rapportant.

OBJET : REVISION DES TARIFS DES DROITS DE PLACE – MARCHES, CIRQUES ET VOGUE

Monsieur Aurélien BERRETTONI, 4^{ème} adjoint au Maire, en charge de la revitalisation du centre-bourg et des commerces, expose :

Vu la délibération du Conseil municipal de Soucieu-en-Jarrest n°2017-06-26/02 du 26 juin 2017 portant révision des tarifs applicables aux droits de place,

Vu la délibération du Conseil municipal de Soucieu-en-Jarrest n°2020-12-17/04 du 17 décembre 2020 portant création d'un marché hebdomadaire le dimanche matin,

Vu la délibération du Conseil municipal de Soucieu-en-Jarrest n°2020-12-17/06 du 17 décembre portant révision des tarifs des droits de place des marchés municipaux,

Considérant l'intérêt de préciser les modalités d'application des tarifs journaliers pour les occupations du domaine public notamment pour les cirques, spectacles divers et la vogue,

Il est proposé de fixer ces tarifs communaux de la manière suivante, à compter du 1^{er} août 2022 :

Objet	Nouveaux tarifs (en €)
<u>Droits de place</u>	
- marchés hebdomadaires :	
• mètre linéaire par jour et par étalage	1.00
• électricité par demi-journée	2.00
- semi-remorque, camion (vente par publicité)	50.00
- cirques et spectacles divers	
• par jour hors jour d'installation et de démontage	50.00
• caution	500.00
- pizzeria ou autre nourriture ambulante	
• pour 4 heures	12.00
• heure supplémentaire	2.00
- vogue	
• forfait par jour (quelle que soit la surface)	6.00
• forfait par attraction :	
o surface inférieure à 20 m ²	20.00
o surface comprise entre 20 et 30 m ²	28.00
o surface comprise entre 30 et 60 m ²	36.00
o surface comprise entre 60 et 100 m ²	45.00
o surface de plus de 100 m ²	55.00

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** l'instauration des nouveaux tarifs applicables aux droits de place à compter du 1^{er} août 2022,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre l'ensemble des mesures administratives et comptables afférentes.



OBJET : DESIGNATION D'UN DELEGUE SUPPLEANT AU SYDER

Monsieur le Maire rappelle l'adhésion de la commune au Syndicat Départemental d'Energies du Rhône (SYDER) et ses statuts.

Vu la délibération du conseil municipal n°2021-06-24/18 du 24 juin 2021 désignant Monsieur Frédéric LOGEZ en qualité de délégué titulaire et Monsieur Daniel ABAD en qualité de délégué suppléant au sein du Syndicat départemental d'énergies du Rhône,

Vu la démission présentée par Monsieur Daniel ABAD et reçue le 06 avril 2022 de ses fonctions de délégué suppléant au sein du SYDER,

Considérant qu'il convient de procéder à son remplacement,

Monsieur le Maire rappelle que les délégués sont élus par les Conseils municipaux, au scrutin secret à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Cette représentation se compose d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant.

L'article L.2121-21 du CGCT prévoit que : « Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode scrutin ».

Au titre de de même article : « si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire ».

Après appel à candidatures, les candidatures suivantes sont proposées au Conseil municipal :

- Délégué titulaire : M. Frédéric LOGEZ,
- Délégué suppléant : Stéphane PITOUT

Après vote, le conseil municipal a décidé à l'unanimité de n'a pas procéder au vote au scrutin secret.

Les candidatures susmentionnées sont soumises au vote du Conseil municipal à main levée.

A l'issue du vote, le Conseil municipal procède, à 17 voix pour et six abstentions, aux désignations suivantes :

- en qualité de délégué titulaire : M. Frédéric LOGEZ,
- et, en qualité de délégué suppléant : Stéphane PITOUT

Daniel ABAD expose les raisons de sa démission du SYDER. Il avait été sollicité pour occuper cette fonction et il avait été amené à remplacer le titulaire plusieurs fois. Monsieur ABAD avait sollicité ce dernier pour que soit organisée une réunion afin de définir les priorités de la commune et les défendre auprès du SYDER, comme pour le passage en LED par exemple. Aucune suite n'avait été donnée à sa demande.

Parallèlement, une réunion a eu lieu en mairie avec le SYDER à laquelle Daniel ABAD n'a pas été convié. Il considère que ce mode de fonctionnement ne permet pas de collaborer et souhaite donc se retirer de cette fonction.

Nicolas SAVOY indique découvrir cette situation et la regretter. Il demande aux conseillers s'étant abstenus pendant le vote si cette abstention portait sur la candidature proposée ou était fondée sur les raisons de la démission de Monsieur ABAD venant d'être exposées. Les six conseillers municipaux confirment que l'abstention est liée au contexte ayant amené à désigner un nouveau délégué suppléant.

Plusieurs conseillers rejoignent M. SAVOY.

OBJET : COMMISSION MUNICIPALES - MODIFICATION DES MEMBRES

Monsieur le Maire expose :

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la délibération n°2020-06-09/05 du Conseil municipal de Soucieu-en-Jarrest en date du 9 juin 2020 portant création des commissions municipales permanentes et désignation des membres,

Vu la délibération n°2020-11-03/10 du Conseil municipal de Soucieu-en-Jarrest en date du 3 novembre 2020 portant modification des membres de la commission municipale « URBANISME »,

Vu la délibération n°2021-06-24/03 du Conseil municipal de Soucieu-en-Jarrest en date du 24 juin 2021 portant modification des membres des commissions municipales,

Considérant le décès de Monsieur Gérard MASSONNET, membre de la commission « Urbanisme » et du groupe de travail « Sécurité »,

Considérant qu'il convient de procéder à son remplacement,

Monsieur le Maire rappelle que la composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

L'article L.2121-21 du CGCT prévoit que : « Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin ».

Au titre de ce même article : « si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire ».

Après vote, le Conseil municipal a décidé à l'unanimité de ne pas procéder au vote au scrutin secret.

Les candidatures sont soumises au vote du Conseil municipal à main levée.

A l'issue du vote, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **PROCEDE** aux désignations des membres des commissions municipales,
- **PRECISE** que la composition de la commission municipale « URBANISME » est désormais la suivante :
 - M. Stéphane PITOUT,
 - M. Étienne FLEURY,
 - M. Nicolas SAVOY,
 - M. Frédéric LOGEZ,
 - M. Bernard CHATAIN,
 - Mme Mélanie TRAVIER,
 - Mme Anne-Sophie DEVAUX
 - Mme Isabelle BRAILLON
 - Mme Véronique AVENAS

Monsieur Stéphane PITOUT précise que la commission urbanisme se réunit chaque premier mardi du mois à 20h00.

Les réunions sont ouvertes à tous les conseillers municipaux.

- **PRECISE** que la composition de la commission municipale « SOCIALE ET SANTE » est désormais la suivante :
 - Mme Magali BACLE,
 - Mme Sylviane LAFONT,
 - Mme Véronique AVENAS,
 - M. Frédéric LOGEZ,
 - Mme Sylvie BROYER,
 - Mme Marie-France PILLOT,
 - Mme Marie-Pierre DUPRE-LATOUR,
 - Mme Isabelle BRAILLON.

Mme DUPRE LA TOUR regrette le manque de réunion en rapport avec la santé, les réunions portant surtout les questions en lien avec le CCAS.

- **PRECISE** que la composition de la commission municipale « TRANSITION ECOLOGIQUE ET CADRE DE VIE » est désormais la suivante :

- Mme Anne-Sophie DEVAUX
- M. Aurélien BERRETTONI,
- M. Malo TRICCA,
- M. Nicolas SAVOY,
- Mme Catherine CERRO,
- M. Frédéric LOGEZ,
- Mme Laurence CHIRAT.

Cette commission a vocation à voir ses contours et prérogatives revus.

- **PRECISE** que la composition de la commission municipale « AFFAIRES SCOLAIRE » est désormais la suivante :
 - Mme Mélanie BRENIER,
 - Mme Isabelle BRAILLON,
 - Mme véronique AVENAS,
 - M. David ZERATHER,
 - Mme Anne-Sophie DEVAUX,
 - Mme Sylvie BROYER,
 - Mme Marie-Claude PHILIPPE,
 - M. Nicolas SAVOY.

- **PRECISE** que la composition de la commission municipale « REVITALISATION DU CENTRE-BOURG ET COMMERCES » est désormais la suivante :
 - M. Aurélien BERRETTONI,
 - M. Frédéric LOGEZ,
 - Mme Laurence CHIRAT,
 - Mme Monique TALEB ;
 - M. Etienne FLEURY.

- **PRECISE** que la composition de la commission municipale « CULTURE ET VIE ASSOCIATIVE » est désormais la suivante :
 - M. Gérard MAGNET,
 - M. Daniel ABAD,
 - M. Stéphane PITOUT,
 - Mme Sylviane LAFONT,
 - M. Brice DEVIF.

- **PRECISE** que la composition de la commission municipale « RESSOURCES HUMAINES » est désormais la suivante :
 - Mme Mélanie BRENIER,
 - Mme Sylviane LAFONT,
 - Mme Sylvie BROYER,
 - Mme Marie-France PILLOT,
 - Mme Catherine CERRO,
 - M. David ZERATHE,
 - Mme Isabelle BRAILLON

Monsieur le Maire précise que la commission ressources humaines, même si elle n'a pas été réunie depuis le départ de Madame GNANA, est toujours d'actualité. Il a repris cette compétence. La commission sera réunie prochainement pour notamment évoquer les recrutements, l'évolution de l'IFSE, etc.

- **PRECISE** que la composition du groupe de travail « SPORT » est désormais la suivante :
 - M. Nicolas TRICCA,
 - M. David ZERATHE,
 - M. Nicolas SAVOY,
 - M. Daniel ABAD,
 - Mme Magali BACLE,
 - M. Brice DEVIF,
 - Mme Laurence CHIRAT.

- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

OBJET : ADHESION DE LA COMMUNE DE VALFLEURY AU SIARG

Monsieur David ZÉRATHE, conseiller municipal et délégué titulaire de la Commune au Syndicat Intercommunal de l'Aqueduc Romain du Gier, énonce :

La commune de Vafleury a sollicité son adhésion au Syndicat Intercommunal de l'Aqueduc Romain du Gier (SIARG) par délibération du 03/03/2022.

Par délibération en date du 23 mars 2022, le SIARG a approuvé cette adhésion à l'unanimité.

Cette délibération a été notifiée aux Maires des seize Communes membres du SIARG (Brignais, Cellieu, Chabanière, Chagnon, Chaponost, Genilac, Lyon, Mornant, Orlénas, Saint-Chamond, Saint-Joseph, Saint-Laurent-d'Agnay, Saint-Martin-la-Plaine, Sainte-Foy-les-Lyon, Soucieu-en-Jarrest et Taluyers).

La commune de Soucieu-en-Jarrest en a été informée par courrier arrivé en mairie le 21 avril 2022.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-20 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération du SIARG pour se prononcer sur les modifications envisagées :

- Validation d'une nouvelle adhésion,
- Validation de la modification des statuts.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés

- **APPROUVE** l'adhésion de la Commune de Valfleury au Syndicat Intercommunal de l'Aqueduc Romain du Gier.

David ZERATHE met en lumière que cette nouvelle adhésion intervient dans le cadre de la volonté du syndicat de faire inscrire l'aqueduc au patrimoine mondial : cet objectif implique que les 23 communes sur le parcours de l'aqueduc soient adhérentes.

OBJET : AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE TELETRANSMISSION DES ACTES RELATIFS A LA COMMANDE PUBLIQUE EN PREFECTURE

Monsieur le Maire expose :

La commune adhère au dispositif de télétransmission des actes réglementaires et budgétaires au contrôle de légalité par les services de la Préfecture. Il précise que jusqu'à présent, les actes liés à la commande publique n'étaient pas concernés par ce dispositif.

Vu la convention du 29 mars 2008 pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat,

Vu la délibération n°2018-03-19/06 du conseil municipal de Soucieu-en-Jarrest en date du 19 mars 2018 approuvant l'avenant n°1 à cette convention

Vu la circulaire n°E-2019-3 du Préfet de la Région Rhône-Alpes, Préfet du Rhône portant sur l'extension du périmètre des actes télétransmissibles à la Préfecture aux marchés publics et contrats de concession,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,

Vu l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession,

Vu l'arrêté préfectoral du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique,

Considérant l'intérêt pour la collectivité d'avoir la possibilité de transmettre par voie électronique les pièces relatives à la commande publique au service du contrôle de légalité de la Préfecture du Rhône,

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant n°2 à la convention du 29 mars 2008 afin d'intégrer les pièces relatives aux marchés publics et contrats de concession au dispositif de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité par les services de la Préfecture,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager l'ensemble des mesures administratives et comptables s'y rapportant.

OBJET : CONVENTION AVEC LE SDMIS POUR L'ACCUEIL DES ENFANTS DES SAPEURS POMPIERS VOLONTAIRES EN INTERVENTION AU PERISCOLAIRE ET AU RESTAURANT SCOLAIRE

Mélanie BRENIER, 8^{ème} adjointe au Maire, expose :

Depuis sa création, le SDMIS s'est fortement engagé dans une politique de développement du volontariat qui est un maillon essentiel du dispositif de sécurité civile. La loi du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique a ainsi conforté le rôle des sapeurs volontaires dans ce dispositif.

L'organisation des secours repose notamment sur la nécessité, pour les sapeurs-pompiers volontaires, d'être disponibles pour effectuer les missions qui leurs sont dévolues. Les conventions signées par le SDMIS avec des employeurs publics et privés de sapeurs-pompiers volontaires permettent déjà à ces derniers de pouvoir concilier leur activité professionnelle avec leur engagement au service de leurs concitoyens.

Dans le souci de consolider le départ des secours, le SDMIS souhaite développer la disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires notamment les journées en semaine.

Il s'avère que des parents, par ailleurs sapeurs-pompiers volontaires, ne peuvent pas se rendre disponibles à certaines heures de la journée compte tenu du fait qu'ils assurent la garde de leur enfant à la fin des classes, aussi bien lors de la pause méridienne que les soirs après la fin du temps scolaire.

Le SDMIS a sollicité la commune de Soucieu-en-Jarrest pour un renouvellement de la convention ayant pour objet de permettre une prise en charge à la dernière minute des enfants scolarisés de sapeurs-pompiers volontaires sur le temps périscolaire et de restauration lors d'alertes pour les missions de secours.

Vu la délibération n°2013-07-08/06 du Conseil Municipal de Soucieu-en-Jarrest,

Vu la convention passée le 27 juillet 2013 entre la Commune de Soucieu-en-Jarrest, le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Rhône et l'OGEC de l'école privée Saint-Julien,

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **ANNULE** la convention approuvée par délibération du 08 juillet 2013,
- **APPROUVE** la convention à passer entre la commune et le SDMIS définissant les modalités d'accueil et de prise en charge des enfants à la dernière minute durant les temps périscolaire et méridien pour les Sapeurs-Pompiers Volontaires en intervention,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération.

Mme Pillot demande si cette convention ne concerne que l'école publique.

Mme Brenier indique que la commune ne peut s'engager pour l'école privée, aussi, le SDMIS devra signer une autre convention avec l'OGEC.

M. Zéraphie demande des précisions quant au mode de fonctionnement.

Mme Brenier indique que le SDMIS transmet la liste des parents et enfants susceptibles d'être concernés par la présente convention. Les enfants doivent ensuite être inscrits au pôle enfance pour pouvoir être accueillis. Il s'agit ensuite de permettre aux sapeurs-pompiers de prévenir le pôle enfance par téléphone pour solliciter la prise en charge de l'enfant en cas d'intervention. Les parents récupèrent ensuite l'enfant sur le temps d'ouverture des services périscolaires. Les enfants concernés sont ceux de la même tranche d'âge que ceux accueillis normalement par le pôle enfance. Pour les enfants en bas âge, le SDMIS devra se rapprocher des crèches pour établir une convention du même type.

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ET D'UTILISATION DE VELOS ELECTRIQUES PAR L'AGENT DE POLICE MUNICIPALE

Monsieur le Maire expose :

L'agent de police municipale est amené à faire des patrouilles sur tout le territoire de la commune et notamment les zones riveraines d'activités agricoles.

Dans la perspective de réduire l'empreinte carbone liée à cette activité et de faciliter les échanges avec les usagers de ces secteurs, il est proposé au conseil municipal :

- De mettre à disposition de l'agent de police municipal le vélo électrique dont elle dispose pour les secteurs en permettant l'usage
- D'autoriser l'agent de police municipale à utiliser son vélo électrique personnel pour les secteurs dont l'état des chemins le nécessite

Une convention est ainsi rédigée pour arrêter les conditions de cette mise à disposition de matériel.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** la convention annexée avec l'agent de police municipale,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention précitée.



OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS - REDACTEUR

Monsieur le Maire expose :

La collectivité souhaite recruter un agent par voie de mutation sur le poste de Responsable des Ressources Humaines et Finances. Toutefois, l'agent ne peut être nommé sur le grade actuellement inscrit au tableau des effectifs. Il conviendrait donc de supprimer le poste actuellement vacant au tableau des effectifs, et de créer un poste dont le grade est accessible à l'agent.

Il est proposé au Conseil Municipal, à partir du 1^{er} juillet 2022 de :

- Supprimer :
 - Dans la filière administrative, le poste de Rédacteur principal de 1^{ère} classe, à temps complet, créé par délibération du 27 janvier 2014,
- Créer :
 - Dans la filière administrative, un poste de Rédacteur à temps complet.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** les modifications proposées.

OBJET : EMPLOIS NON PERMANENTS

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Considérant que la Commune peut recruter temporairement des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs sur le fondement de l'article 3 1° de la loi du 26 janvier 1984,

Considérant le surplus d'activité actuel au sein du service du Pôle Enfance (périscolaire, entretien des bâtiments) et notamment les emplois d'animateur et d'agent d'entretien, pour l'année scolaire 2022/2023,

Il est proposé au Conseil Municipal de délibérer sur la création de trente-cinq emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité ouverts à tous les grades des cadres d'emplois des adjoints d'animation et des adjoints techniques.

Ces trente-cinq emplois à temps non complet seront créés pour un an, à partir du 22 août 2022, sur des grades d'adjoint technique ou adjoint d'animation, pour exercer les fonctions d'animateur ou d'agent d'entretien, pour un volume d'heures total maximum de 450 heures hebdomadaires sur le temps scolaire et 250 heures hebdomadaires sur le temps de vacances scolaires.

Monsieur le Maire sera chargé de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **DECIDE** de la création à compter du 22 août 2022 de trente-cinq emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité dans les conditions exposées ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager l'ensemble des mesures administratives et comptables s'y rapportant,
- **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif 2022.

OBJET : MODIFICATION REGIME INDEMNITAIRE - POLICE MUNICIPALE

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996, et notamment son article 68,

Vu le décret n°97-702 du 31 mai 1997 modifié,

Vu le décret 2000-45 du 20 janvier 2000 modifié,

Vu le décret 2006-1397 du 17 novembre 2006,

Vu le décret 2002-61 du 14 janvier 2002, relatif à l'Indemnité d'Administration et de Technicité

Considérant les modifications liées à la modulation du régime indemnitaire et les cas de maintien en cas d'absentéisme,
Considérant que les agents de la filière police municipale ne relèvent pas du RIFSEEP mais qu'il convient d'appliquer les mêmes règles de modulation,

Vu l'avis du comité technique en date du 09 mai 2022,

La présente délibération abroge et remplace la délibération n°2020-11-03/06 du 03 novembre 2020.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante, d'appliquer le régime indemnitaire, composé de l'Indemnité Spéciale de Fonctions et de l'Indemnité d'Administration et de Technicité, et tel que défini ci-dessous aux agents de la filière police municipale.

1. Les bénéficiaires

Le présent régime indemnitaire est attribué aux agents titulaires et stagiaires exerçant les fonctions du cadre d'emplois des agents de police municipale suivantes : Gardien-Brigadier, Brigadier-chef principal.

2. L'indemnité spéciale de fonctions

a. Taux maximum

Le taux maximum de l'indemnité spéciale de fonctions versée aux agents du cadre d'emplois concernés est de 20 % du traitement soumis à retenue pour pension.

b. Modalités de versement

L'indemnité spéciale de fonction est versée mensuellement.

Le montant de l'indemnité est proratisé en fonction du temps de travail annuel.

a. Les absences

Une décote sera appliquée au-delà de 5 jours d'arrêt pour maladie ordinaire : 1/30^{ème} par jour d'absence sur l'Indemnité spéciale de fonctions mensuelle.

En cas de passage à demi-traitement en maladie ordinaire, ou en Congé de longue maladie, Congé de Grave Maladie, Congé de Longue Durée, et ce, dès le 1^{er} jour d'absence, le versement de l'indemnité spéciale de fonctions sera totalement interrompu.

En revanche, le versement de l'indemnité spéciale de fonctions sera maintenu en cas de congé maternité, d'adoption ou de paternité et en cas de CITIS.

L'indemnité sera proratisée au temps de travail effectif en cas de temps partiel thérapeutique et durant la période de préparation au reclassement.

b. Exclusivité

L'Indemnité spéciale de fonctions est cumulable avec l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) et des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS).

c. Attribution

L'attribution individuelle est décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel.

3. L'indemnité d'Administration et de Technicité

a. Bénéficiaires

Les catégories d'agents bénéficiaires fixées par le décret sont :

* Fonctionnaires de catégorie C

* Fonctionnaires de catégorie B dont la rémunération n'excède pas l'indice brut 380.

b. Montant

Le montant de l'indemnité d'administration et de technicité sera calculé par application d'un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 8 aux montants annuels de référence. Ce coefficient sera établi annuellement en fonction de la manière de servir et de l'engagement professionnel de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel, en tenant compte des critères suivants :

- * Résultats professionnels obtenus par l'agent et réalisation des objectifs
- * Compétences professionnelles et techniques,
- * Qualités professionnelles et qualités d'adaptation,
- * Capacités d'encadrement ou d'expertise ou capacité à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

a. Modalités de versement

L'indemnité d'administration et de technicité est versée mensuellement et est proratisée en fonction du temps de travail annuel.

b. Les absences

Une décote sera appliquée à hauteur de 1/30^{ème} par jour d'absence sur la part mensuelle au-delà de 5 jours d'arrêt pour maladie ordinaire.

En cas de passage à demi-traitement en maladie ordinaire, ou en Congé de longue maladie, Congé de Grave Maladie, Congé de Longue Durée, et ce, dès le 1^{er} jour d'absence, le versement de l'indemnité d'administration et de technicité sera totalement interrompu.

En revanche, il sera maintenu en cas de congé maternité, d'adoption ou de paternité et en cas de CITIS.

L'indemnité sera proratisée au temps de travail effectif en cas de temps partiel thérapeutique et durant la période de préparation au reclassement.

c. Exclusivité

L'indemnité d'administration et de technicité est cumulable avec l'Indemnité spéciale de fonctions et des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires.

d. Attribution

L'attribution individuelle est décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, DECIDE :

- **D'INSTAURER** l'Indemnité spéciale de fonctions et l'Indemnité d'Administration et de technicité, pour les agents relevant des cadres d'emplois concernés de la filière police municipale, dans les conditions indiquées ci-dessus,
- **D'AUTORISER** l'autorité territoriale à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre du régime indemnitaire dans le respect des principes définis ci-dessus,
- **DE PREVOIR** les crédits correspondants au budget.

Séance levée à 21h02.

Fait à Soucieu-en-Jarrest, le 16 juin 2022

Arnaud SAVOIE,
Maire



